

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le **12 AOUT 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES ROSSETTO
LIEU DIT CHEMIN DE VERNAND
74250 LA TOUR

Références : AN2022-PGD-20220719-RAP-InspCarRossettoLaTour-vs

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement CARRIERES ROSSETTO implanté LIEU DIT CHEMIN DE VERNAND 74250 LA TOUR. L'inspection a été annoncée le 04/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ROSSETTO
- LIEU DIT CHEMIN DE VERNAND 74250 LA TOUR
- Code AIOT dans GUN : 0006101955
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La société Les Carrières Rossetto a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune de La Tour, par arrêté préfectoral (AP) du 2 juillet 2012 pour une durée de 15 ans.

Le gisement est estimé à 2 250 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 150 000 tonnes/an au maximum et le volume annuel maximal (extraction et remblaiement) est de 225 000 tonnes/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- AN 2022 : PGD et registre ;
- Stabilité des zones remblayées
- Surveillance du massif.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1	Aucune suite
Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.	Aucune suite
Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. I.	Aucune suite
Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. II.	Aucune suite
AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	Aucune suite
AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 1.	Aucune suite
AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 2.	Aucune suite
AN 2022 – Traçabilité des terres	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Aucune suite
Stabilité géotechnique	Arrêté Préfectoral du 22/01/2018 article 2	Aucune suite

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets concernés par le PGD
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables : <ul style="list-style-type: none">• aux exploitations de carrières qui relèvent du régime d'autorisation (rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées), à l'exception des affouillements du sol ;• aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : <ul style="list-style-type: none">• lorsque les déchets d'extraction à stocker sont non dangereux, non inertes ou dangereux, les installations relevant de la rubrique 2720 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;• lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté. L'arrêté d'autorisation peut fixer, en tant que de besoin, des dispositions plus contraignantes que celles prescrites ci-après. Sauf mention expresse, sont soumises aux dispositions qui suivent, en ce qui concerne les carrières, les exploitations à ciel ouvert et les exploitations souterraines. Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.
Constats : Seuls les déchets issus de l'exploitation sont concernés par le Plan de Gestion des Déchets. L'extraction génère très peu de déchets d'extraction, il s'agit uniquement de fines issues du marouflage et éventuellement des veines d'argile. Il n'y a pas de traitement ou de lavage de matériaux sur site. La totalité de ces déchets sont utilisés pour réaliser des pistes, des merlons et dans le réaménagement du site. Il n'y a pas de stock sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.

Thème(s) : Risques accidentels, Zones de stockage des déchets Inertes d'extraction
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.
Constats : L'exploitant ne réalise pas de stockage de déchets d'extraction sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. I.
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité du remblayage
Prescriptions contrôlées : Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.
Constats : En juin 2019, sur la zone sud de la carrière, des instabilités de remblais ont été constatées par l'exploitant. Un glissement circulaire des remblais s'est produit à l'extérieur de la carrière. Un arrêté préfectoral complémentaire a été pris pour demander une étude géotechnique qui préconise les travaux à réaliser pour justifier de la stabilité actuelle de la zone et des apports des futurs remblais dans le cadre de la remise en état de cette zone. Lors de ce glissement l'altitude des remblais était située entre 636 et 648 m NGF. La cote final prévue était de 670 m NGF. L'exploitant nous a transmis l'étude hydrogéologique réalisée par le bureau d'étude INFEAU CONSEILS et l'étude géotechnique réalisé par le bureau d'étude BETEC pour définir la stabilité de la zone et les travaux permettant la reprise de son remblaiement. L'exploitant a réalisé l'ensemble des travaux pour justifier de la stabilité actuelle de la zone pour une hauteur de remblais située autour de 650 m NGF. Il nous a déclaré qu'aucun autre apport de remblais sera réalisé sur cette zone. En effet, les moyens à mettre en place pour justifier de la stabilité des remblais jusqu'à la cote 670 m NGF n'étaient pas technico-économiquement acceptables. L'exploitant nous a également déclaré qu'il prévoyait la mise en place de la terre végétale et la plantation des arbres sur cette zone à l'automne 2022. en plus des travaux réalisés, la surveillance de la stabilité de la zone est assurée par la mise en place d'inclinomètres. Ces inclinomètres ont été mis en place en 2021. Un suivi de ces inclinomètres a été réalisé 4 fois par an depuis 2 ans. Depuis février 2022, les inclinomètres montrent une stabilisation des remblais. Le bureau d'étude préconise dès lors un suivi annuel. Le rapport de visite annuel devra être transmis à l'inspection des installations classées par courriel aux adresses suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • emmanuelle.maillard@developpement-durable.gouv.fr ; • ud-ds.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr. L'exploitation est dans la phase 3. Le remblaiement sur le carreau d'exploitation est autorisé. La cote finale en fin de la phase 3 est 710 m NGF. La jonction par remblaiement entre la zone Sud et le carreau d'exploitation est réalisé lors de cette phase. L'exploitant nous a déclaré avoir préalablement à l'apport des remblais, réalisé un maillage de drains (épaisseur de 2 m de drainant) sur la zone et sur toute la périphérie de la zone pour s'assurer de la stabilité des futures zones remblayées.

Type de suites proposées : Sans de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. II.
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets inertes
Prescriptions contrôlées : Les déchets utilisables pour le remblayage sont : <ul style="list-style-type: none"> • les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; • les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.
Constats : Les déchets utilisés dans le cadre du remblayage de la carrière sont les déchets d'extraction et les déchets inertes qui respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté ministériel du 12/12/2014.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du PGD ou justification absence PGD
Prescriptions contrôlées : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; • le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; • en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; • la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; • le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; • en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; • une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; • les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

L'inspection précise que le plan de gestion de déchets doit être révisé tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Au vu des déclarations et des constats réalisés, il n'est pas nécessaire de produire un PGD pour ce site. Cependant l'exploitant a mis en place un PGD datant de 2018.

Observation :

L'inspection précise que le plan de gestion de déchets doit être révisé tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Ce plan doit être mis à jour en 2023 ou la justification de la non nécessité de produire un PGD.

A chaque révision, le PGD ou la justification de la non nécessité de produire un PGD devra être transmis à monsieur le préfet de la Haute-Savoie par :

- courriel à l'adresse suivante : ddpp-paic@haute-savoie.gouv.fr ;
- courrier à l'adresse suivante : P.A.I.C., 3 rue Paul Guiton 74 000 Annecy.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 1.

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets d'extraction inertes

Prescriptions contrôlées :

Sont considérés comme déchets d'extraction inertes, au sens de cet arrêté, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :

- les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;
- les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0,1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15875, est supérieur à 3 ;
- les déchets ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ;
- la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme.

Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ;

- les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.

Constats :

Il s'agit d'une extraction de roches sédimentaires massives carbonatées alluvions-calcaires. Dans ce cadre, si l'extraction des matériaux génère éventuellement des déchets, il n'est pas nécessaire de démontrer que ces déchets satisfont aux cinq critères définis de l'arrêté ministériel du 22/09/94 modifié pour justifier de leur caractère inerte.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 2.

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets d'extraction inertes

Prescriptions contrôlées :

Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'il peut être démontré à l'autorité compétente, sur la base des informations existantes ou de procédures ou schémas validés, que les critères définis au paragraphe 1 ont été pris en compte de façon satisfaisante et qu'ils sont respectés.

Constats :

Au vu des constats réalisés, cette prescription ne s'applique pas à l'exploitation de ce site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : AN 2022 – Traçabilité des terres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité des terres

Prescriptions contrôlées :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

- a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;
- b) Concernant la dénomination, nature et quantité :
 - la dénomination usuelle du déchet ;
 - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
 - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
 - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
 - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;
- c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
 - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets
 - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur

- numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :
 - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets
 - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Ils doivent également renseigner à mois n+1 le Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments. L'arrêté du 31/05/2021 fixe le contenu de ces registres.

Le lien pour accéder au RNDTS est le suivant :

<https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/lapplication-rndts>

Du fait de la mise en place tardive du RNDTS, exceptionnellement et uniquement pour l'année 2022, les exploitants peuvent réaliser leur déclaration jusqu'au 31/12/2022. Ils ne sont pas dans l'obligation de le réaliser mensuellement.

Pour les terres inertes qui ont fait l'objet d'une notification en bonne et due forme par le Pôle National des Transferts Transfrontaliers de Déchets (PNTTD) et qui sont à destination d'une valorisation (carrière ou aménagement), les exploitants ne sont pas obligés de les télé déclarer sur le RNDTS. Par contre ils sont soumis au registre chronologique.

Seules les terres suisses qui sont envoyées sur une installation de transit sont soumises au RNDTS.

Conformément à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021, lorsque l'une des personnes mentionnées aux articles 1er à 14 de l'arrêté, ne dispose pas de numéro SIREN, le numéro SIREN et le numéro SIRET sont remplacés par, selon le cas :

- pour les associations, le numéro d'inscription au registre national des associations, ou à défaut au registre des associations du tribunal de leur siège ;
- pour les entreprises dont le siège social est situé hors de France et dans un pays de l'union européenne, le numéro de TVA intracommunautaire ;
- lorsque ce siège social est hors de l'union européenne, le numéro d'identification délivré par les autorités du pays d'implantation ;
- pour les personnes physiques, les nom et prénom.

L'exploitant tient un registre pour les remblais provenant de la Suisse et pour ceux provenant de chantiers français. Ils nous ont été présentés en séance. Les numéros SIRET devront être précisés conformément à cet article.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stabilité géotechnique

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 22/01/2018, article 2.

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité

Prescriptions contrôlées :

Sous 2 mois, la société Les Carrières Rossetto doit assurer le suivi des déplacements, des masses rocheuses au niveau de la faille F4 à 810 mètres, avec une périodicité rapprochée dans un premier temps (par exemple bi-mensuel à mensuel) et après chaque tir de mine, afin de s'assurer de leur stabilité. Il pourra s'agir d'un suivi topographique ou de dispositifs extensométriques en temps réel à mettre en place de part et d'autre des discontinuités.

Constats :

A chaque tir, le géomètre réalise une surveillance de la stabilité du front avec une mesure d'une trentaine de points situés au niveau de la faille.

La mesure est réalisée avant et après chaque tir. Le référentiel fixe est composé de 5 points.

Au jour de l'inspection, aucun mouvement de la faille n'a été constaté.

Nous avons choisi aléatoirement les tirs réalisés les 27/06/2021 et 12/10/2021. L'exploitant nous a montré en séance pour ces 2 tirs les plans avec l'ensemble des points avant et après le tir. Nous n'avons pas constaté de différence d'altimétrie.

L'exploitant nous a déclaré qu'au rythme actuel d'avancement de l'extraction, il prévoyait un traitement de la faille (extraction) à l'automne 2022. dans l'attente, la surveillance à chaque tir est maintenue.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

